

**ARRETE MUNICIPAL PORTANT INTERDICTION
TEMPORAIRE DE REGROUPEMENTS SUR
CERTAINES PARTIES DU DOMAINE PUBLIC DE
17 HEURES A 6 HEURES DU 1^{er} OCTOBRE 2022
JUSQU'AU 31 MARS 2023**

**Mairie
de Saint-Denis**

Boîte postale 269

93205 Saint-Denis

cedex

TELEPHONE :

01 49 33 66 66

TELECOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

www.ville-saint-denis.fr

Tous les courriers doivent être
adressés impersonnellement
à Monsieur le Maire.

Le Maire de la Ville de Saint-Denis,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2212-1, L2212-2 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses
articles L3341-1 et suivants et R1336-4 et suivants,

Vu le Code Pénal et notamment ses articles R610-5,
R623-2 et 431-3,

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-5493 du 30 Décembre
1999 relatif à la lutte contre le bruit, modifié par
l'arrêté préfectoral N° 00-2796 du 18 Juillet 2000,

Vu l'arrêté municipal du 29 mars 2022 portant
interdiction temporaire de regroupements sur
certaines parties du domaine public de 17 heures à
six heures, du 1^{er} avril 2022 jusqu'au 30 septembre
2022 ,

Vu l'ensemble des procès-verbaux de contravention
pour non-respect de l'arrêté municipal du 29 mars
2022 susvisé,

Considérant que depuis plusieurs années il est constaté par les services de la Police Municipale, des Médiateurs de Nuit et de la Police Nationale des regroupements, attroupements spontanés et non autorisés de personnes, dont certaines sont alcoolisées, voire fortement alcoolisées, consommant de l'alcool et des produits stupéfiants, sur certains secteurs de la ville en particulier sur le tronçon de la rue Gabriel Péri compris entre la rue de la République et la place de la Résistance,

Considérant que ces regroupements, attroupements créent notamment des nuisances sonores de jour et aussi jusqu'à très tard dans la nuit et du tapage nocturne, générant ainsi de graves troubles de voisinage et portant atteinte à l'ordre public,

Considérant que compte tenu du caractère très étroit des trottoirs situés rue Gabriel Péri, ces regroupements empêchent la libre circulation des riverains et usagers du domaine public et sont susceptibles de créer des accidents de la route et de porter atteinte à la sécurité des piétons, ces derniers étant obligés, pour continuer leur chemin, de descendre du trottoir et de marcher sur la

route sur laquelle la circulation automobile est parfois dense,

Considérant qu'en raison de ces attroupements, la voirie est encombrée de déchets de toutes sortes (déchets alimentaires, emballages, papiers, canettes, bouteilles d'alcool en verre, packs de boissons, mégots de cigarettes, urine, crachats, etc.),

Considérant que les riverains et certains commerçants, de la rue Gabriel Péri, subissent depuis plusieurs années ces nuisances,

Considérant que la Police Nationale est régulièrement appelée pour des faits de tapages diurnes et nocturnes, pour des rixes qui surviennent entre personnes alcoolisées sur ce tronçon de la rue Gabriel Péri,

Considérant les différentes interventions des services de la Police Municipale sur la rue Gabriel Péri relatives notamment à l'occupation du domaine public, à des tapages ou à des nuisances sonores dus aux attroupements de personnes sur ces secteurs,

Considérant que pour prévenir ces troubles de voisinage ainsi que ces atteintes à la sécurité et à l'ordre publics, un arrêté municipal du 29 mars 2022 susvisé a interdit les regroupements et attroupements de personnes entraînant des occupations abusives, prolongées du domaine public, entravant la libre circulation des personnes et des véhicules, générant des troubles de voisinage et portant atteinte à l'ordre, la sécurité, et la salubrité de 17 heures à 6 heures du matin, à compter du 1^{er} avril 2022 et jusqu'au 30 septembre 2022, sur le tronçon de la rue Gabriel Péri compris entre la rue de la République et la Place de la Résistance,

Considérant que malgré la prise de l'arrêté municipal du 29 mars 2022 susvisé, plusieurs procès-verbaux de contravention à cet arrêté ont été dressés, constatant notamment :

- la présence de groupes d'individus stagnant sur le trottoir du secteur concerné par l'arrêté et obligeant les piétons et notamment des femmes conduisant des poussettes, à se mettre en danger en empiétant les voies de circulation dédiées aux véhicules pour avancer, certains piétons manquant à plusieurs reprises de se faire renverser par un véhicule,
- la présence de groupes d'individus écoutant de la musique et parlant fort, générant des nuisances sonores gênant les riverains,
- la présence, au sein de ces groupes, d'individus consommant de l'alcool,

Considérant qu'en tout état de cause, la consommation d'alcool est un facteur de désinhibition favorisant le non-respect des gestes barrières devant être respectés pour limiter la reprise de l'épidémie de COVID-19,

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ces troubles de voisinage ainsi que ces atteintes à la salubrité, la sécurité et l'ordre publics,

ARRETE

ARTICLE 1er – Tous regroupements et attroupements de personnes entraînant des occupations abusives, prolongées du domaine public, entravant la libre circulation des personnes et des véhicules, générant des troubles de voisinage et portant atteinte à l'ordre, la sécurité, et la salubrité sont interdits de 17 heures à 6 heures du matin, à compter du 1^{er} octobre 2022 et jusqu'au 31 mars 2023, sur le tronçon de la rue Gabriel Péri compris entre la rue de la République et la Place de la Résistance.

ARTICLE 2 – Cette interdiction ne s'applique pas aux regroupements et attroupements de personnes :

- liés à des fêtes locales ou à des manifestations dûment autorisées,
- sur les terrasses des établissements régulièrement autorisées (bars, restaurants, etc.).

ARTICLE 3 – Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire ou agent de force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté est exécutoire de plein droit à compter de sa publication sur le site internet de la Mairie de Saint-Denis et de sa transmission à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis.

ARTICLE 5 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Denis ainsi que d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être également saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr. Il est rappelé que l'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite, lequel peut, lui-même, être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif.

ARTICLE 6 – Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Denis, Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, Madame la Commissaire de Police de Saint-Denis, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bobigny et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet.

Fait à Saint-Denis, le 30 SEP. 2022



LE MAIRE

Mathieu HANOTIN

publié le 30/09/2022